

# L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale Réflexions préliminaires<sup>1</sup>

**Gerassimos Moschonas**

*Professeur en analyse politique comparée au Département de Science politique  
et d'Histoire de l'université Panteion à Athènes*

*« [...] the task that arises is not merely to criticize the policy of the ruling classes [...] from the standpoint of the existing society itself, but also to contrast existing society as its every move with the socialist ideal of society [...] ».*

Rosa Luxemburg, June 1904.

*« Il s'agit de prendre la majorité à gauche, et cela est radicalement impossible si l'on se contente d'ânonner des slogans extrémistes anti-tout et anti-tout le monde en se montrant incapable de s'entendre avec qui que ce soit dans quelques conditions que ce soit. »*

Jean-Luc Mélenchon (*Le Monde*, 28 mai 2010).

## **Le retour des vaincus**

Après l'effondrement du socialisme réel, les forces de gauche situées à gauche de la social-démocratie sont à l'image d'une armée en déroute. Le pacte implicite avec la *Grande Histoire*, qui a duré presque un siècle, s'il n'était pas périmé, semblait, depuis 1989, année *crucialis* de l'histoire communiste contemporaine, presque brisé. La grande blessure provoquée par l'effondrement d'un système de pouvoir extrêmement destructeur (en même temps qu'extrêmement novateur) n'a rien épargné, ni personne, pas même les partis qui n'avaient pas été identifiés à la version vaincue du communisme. La défaite fracassante a balayé les affirmations optimistes d'une certaine gauche «anti-staliniste», à savoir que l'effondrement représentait «a tremendous vic-

tory for genuine socialism»<sup>2</sup>. Elle a fait craquer la culture de gauche dans son ensemble, culture déjà en net recul, et elle a accéléré et approfondi la montée en force des idées libérales. La défaite n'a pas seulement conduit au fléchissement des scores électoraux et à l'affaiblissement des organisations partisans. Elle a entraîné un appauvrissement plus général : départ volontaire des cadres les plus « modernes », sortie de jeu des intellectuels, relâchement des liens avec les syndicats et la jeunesse, virage du discours à l'affirmation identitaire défensive (« nous sommes encore là », pour les uns, le « narcissisme de la cause perdue », pour reprendre l'expression de Slavoj Žižek, pour les autres<sup>3</sup>). La défaite du projet le plus ambitieux du vingtième siècle—et, peut-être, de l'histoire humaine—a touché l'ensemble de la gauche anticapitaliste, les orthodoxes et les révisionnistes, les libertaires et les trotskistes—les « orthodoxies » et les « hérésies », pour utiliser la formule de Eustache Kouvelakis<sup>4</sup>.

« Comme programme, le communisme n'existe plus », affirmait en 2008 l'historien britannique Eric Hobsbawm. Cependant, les chiffres racontent une histoire différente. Certains partis de gauche, le plus souvent d'origine communiste, occupent bien une place dans le paysage politique européen : dans des pays de tradition de gauche forte (Grèce, Finlande, Portugal, France, Chypre), de tradition communiste plutôt faible mais constante (Suède, Danemark), mais aussi—c'est une nouveauté remarquable—dans des pays sans présence communiste marquée après la Seconde Guerre mondiale (Allemagne, Pays-Bas). Si les partis communistes classiques se sont presque partout affaiblis (notamment en Italie, en France, en Espagne et en Finlande, mais aussi au Portugal et en Grèce), la distribution géographique de l'influence fait apparaître une structure plus équilibrée que par le passé, la gauche bénéficiant d'une diffusion géographique plus large de son influence électorale. En outre, certains excellents résultats électoraux (en Suède : 12 % en 1998 et 15,8 % aux européennes de 1999 ; aux Pays-Bas : 16,6 % en 2006 ; en Allemagne : 11,9 % en 2009 ; au Portugal : 17,7 % en 2009 ; en Grèce : 12,1 % en 2009), certes isolés, témoignent d'un potentiel électoral significatif. Cette force qui, il y a quelque temps encore, semblait entre les dents du déclin historique est bien présente. Et elle n'est pas en danger. C'est le retour des vaincus. La « passion communiste », pour paraphraser le mot de Marc Lazar, est, d'une certaine manière, encore et toujours vivante. Mais de *quelle* manière ?

Le retour, aussi inégal (selon les pays), instable et fragile (selon les consultations électorales), contrasté et éclaté qu'il soit, n'est pas seulement et pas surtout électoral. Il est, tout d'abord, idéologique, culturel et politique. La longue liste d'échecs du nouveau capitalisme, de reculs électoraux et idéologiques de la gauche modérée, de mobilisations antilibérales transnationales et de mouvements sociaux nationaux a graduellement re-légitimé les idées et critiques de l'« autre » gauche, ses intellectuels et ses formations partisans. Selon cette lecture, les « échecs de l'adversaire » détiennent la clé de la résurgence.

Cependant ce type d'arrière-plan explicatif (*explanatory background*) ne suffit jamais en politique. L'adaptation de l'esprit et de l'agenda radicaux à la situation historique nouvelle—on dirait en langage «politologique»: une certaine *flexibilité stratégique*—fait partie de l'équation de réussite de ces formations. De fait, la gauche radicale a su modifier ses orientations programmatiques et son agenda et remettre en question—ne fût-ce qu'en partie—ses cadres de pensée et son orgueil historiques. En un sens, elle a su affronter la défaite. Ainsi, en dépit de la «rechute» perpétuelle dans un tacticisme protestataire inapte à générer une politique hégémonique, en dépit de la focalisation excessive sur «les luttes», en dépit même du «gauchisme» arrogant de certaines composantes, cette force, en ultime ressort, a fait montre d'une capacité d'adaptation et d'endurance darwinienne. La gauche de la gauche est de retour non pas en dépit, mais à cause de sa refonte et de son profil «new look». Et peu importe si ce profil, par certains de ses aspects, agace (entre autres, l'auteur de ces lignes). C'est grâce à ce profil (qui n'est pas l'objet de ce court papier) que la contestation de gauche est revenue, après une défaite si lourde, dans les salons politiques. Et c'est lui, et lui tout seul, qui détient la légitimité militante ainsi que la légitimité du suffrage populaire.

### La centralité perdue : le marqueur communiste

De fait, l'espace à gauche de la social-démocratie est aujourd'hui *refondu* et diffère grandement de la gauche communiste de l'époque précédente. Il s'agit d'un *espace*, dans l'acception forte du terme, puisque ses composantes ne forment pas une famille unique de partis. Le croisement entre l'échec du communisme et l'échec du libéralisme et de la social-démocratie a généré toute une palette de structures et d'attitudes «postcommunistes», un vrai «dédale de courants politiques et idéologiques»<sup>5</sup>.

Partis communistes orthodoxes, partis communistes «réformés», partis ex-communistes, partis socialistes de gauche, formations rouges-vertes, formations d'origine trotskiste et maoïste, sociaux-démocrates de gauche (ainsi que des réseaux de toutes sortes) constituent l'espace radical contemporain. Jamais cet espace n'a été si pluraliste et éclaté, et jamais il n'a produit tant de complexité.

Le fait marquant concernant la structuration de la gauche dans la période de l'après-guerre résidait dans la domination par les partis communistes de la très grande partie, souvent de la presque totalité, de l'échiquier à la gauche de la social-démocratie. À l'époque, la notion d'extrême gauche «renvoyait alors au fait que les organisations politiques le plus à gauche se situaient par rapport au parti communiste»<sup>6</sup>. Or, ce n'est plus le cas. La *grande coupure* dans la continuité historique se situe précisément là : dans le recul fondamen-

tal du marqueur communiste. Les partis communistes ne polarisent plus—ou pas assez—l’espace et, dès lors, ils ne le définissent pas.

En conséquence, d’un point de vue *partidaire*, la gauche radicale actuelle représente une nouvelle génération de partis et de constitutions partisans. Ensuite, d’un point de vue *idéologique*, cette gauche n’est pas la gauche communiste «classique». L’idée communiste et, davantage encore, le projet communiste—si les mots (et les programmes partisans) ont un sens—ne sont pas de retour, en dépit du travail de réhabilitation opéré avec talent par certaines figures brillantes de la «gauche philosophique»<sup>7</sup>. Dans le passé, les partis communistes, les grands partis communistes de masse, étaient producteurs de *sens historique* (et, dans certaines conditions, des «constructeurs permanents de sociétés et d’États»<sup>8</sup>). Ce n’est plus le rôle des partis composant la nouvelle gauche radicale—c’est hors de leur potentiel politique, hors de leur portée culturelle, idéologique et organisationnelle. Certes, la gauche radicale a su recréer un espace vital pour sa survie politique et son développement idéologique. Mais elle n’a pas recréé son «espace d’utopie», l’idéal socialiste de société, dont parlait avec tant de conviction Rosa Luxemburg.

Fin de l’idéologie communiste ? Nous ne formulons pas ici un argument de type «fin de l’idéologie» mais un argument concernant la survie et la refonte de l’espace radical contemporain : si les partis radicaux regagnent du terrain c’est à cause de leur mutation et refondation. Tant que la «centralité communiste» n’assume plus le rôle du *palier de la cohésion* (le marqueur communiste avait conféré à la gauche révolutionnaire une puissance de *crystallisation identitaire* et une *capacité stratégique* rarement atteintes dans l’histoire), la distance qui sépare le passé et le présent de la gauche radicale, l’«être et l’avoir été», est, du point de vue partidaire aussi bien qu’idéologique, énorme. Sous cet angle, l’espace radical actuel est, en partie seulement, un espace *post-communiste*, même si des partis et courants importants en son sein conservent et revendiquent fièrement leur identité communiste. La gauche radicale d’aujourd’hui n’est pas la gauche de grandes *Maisons rouges* du passé<sup>9</sup>. Avec la fin de la centralité communiste, une page historique est en train de se tourner.

Si la brisure de «l’hypothèse communiste» a bouleversé les données, l’intégration européenne ébranle davantage les anciennes constantes. À la grande incertitude «interne» (la profonde crise du projet communiste) s’ajoute une immense incertitude «externe» (l’Union européenne et la mondialisation). Dans les pages qui suivent je me propose d’explorer, en schématisant à l’extrême, l’influence qu’exerce sur la galaxie de la gauche radicale l’Union européenne, cette création des plus imaginatives et des plus contraignantes de l’ingénierie institutionnelle.

## L'UE et la revitalisation du clivage réformisme-révolution

À la suite des grandes réformes de la période 1985-1999, l'Union européenne est devenue une machine politique lourde et imposante. En tant que telle, non seulement elle influence plus que jamais les politiques adoptées, mais elle crée de nouvelles polarités au sein du camp «gauche» (comme au sein du camp «droite») tout en ravivant les clivages anciens. Son potentiel de division s'est accru.

En fait, le facteur «Europe» attise non seulement les divisions internes au sein de la gauche radicale (voir l'analyse qui suit), mais aussi, et c'est historiquement et politiquement plus important, les divisions entre celle-ci et la social-démocratie. Certes, la critique du processus d'unification européenne est une caractéristique traditionnelle qu'ont partagée, depuis les années 1950, les forces de la famille communiste. Cependant, avec la renaissance de l'Europe ainsi que la double métamorphose de la social-démocratie et de la gauche radicale, une dialectique nouvelle de concurrence se met en place à gauche et au centre-gauche de l'éventail politique. Graduellement, notamment depuis la seconde moitié des années 1990, le discours sur l'Europe (et sur la globalisation) a occupé une place de plus en plus importante dans l'agenda radical et alimenté la spécificité identitaire de l'espace face à son éternel rival, la social-démocratie.

De fait, au cours de ces dernières années, la «question européenne» a fait systématiquement partie du répertoire programmatique des partis de la gauche radicale. La valorisation du thème est constante, plus lourde que dans le passé, même si le discours est, globalement, moins antieuropéen qu'auparavant. Ainsi, et paradoxalement, la gauche radicale s'est faite plus «amicale» envers l'Europe dans une période où l'Europe devenait, par son poids accru et sa logique libérale, plus «inamicale» envers la gauche. Et pour que le paradoxe soit complet, l'engagement eurocritique actuel de la gauche radicale, moins antieuropéen et plus constructif qu'auparavant, est plus important que par le passé en tant que facteur de construction identitaire. Présenter une explication à cette articulation historiquement paradoxale excèderait le propos de l'analyse.

Mais nous tenons à souligner que l'eurosepticisme de gauche, ainsi conçu, est entré dans une nouvelle phase. Il est moins «dur», moins «anti-impérialiste» et moins «anticapitaliste» que l'eurosepticisme du passé. Il est un eurosepticisme «réformiste», certainement plus réformiste que l'eurosepticisme du communisme historique<sup>10</sup>. Mais, en même temps, ce nouvel eurosepticisme compte davantage en tant que vecteur de stratégie politique; il est omniprésent dans les discours, occupe davantage les esprits; il est fortement valorisé; bref, il structure davantage l'agenda et l'idéologie de la gauche radicale. La critique de l'Union fait désormais partie de la raison d'être moderne,

du nouvel « imaginaire » de l'espace radical. Ceci d'autant plus que ce dernier, ayant perdu les repères du passé, construit sa légitimité morale et politique davantage sur « le présent » que sur des questions liées au « temps long » du mouvement socialiste.

En tant que telle, l'attitude eurocritique de l'espace radical contribue à créer une *nouvelle et très moderne* ligne de fracture entre modérés et radicaux et, donc, à revitaliser le vieux clivage entre les partis de centre gauche et de la gauche révolutionnaire. Cette ligne de fracture devient plus profonde, percutive et audible si l'on tient compte du fait que la social-démocratie se trouve à la source de la seconde fondation de l'Europe (c'est le réformisme proeuropéen de la social-démocratie et le réformisme libéral de la droite qui ont imaginé, négocié et fabriqué la « nouvelle » Europe libérale).

En outre, d'un point strictement électoral, les partis socialistes qui, en tant que partis de gouvernement, ont à gérer à la fois les rigidités de la gouvernance bruxelloise et les inefficacités du pouvoir national, sont fortement handicapés par la construction européenne<sup>11</sup>. En revanche, la gauche radicale, en dépit de son argumentaire européen peu élaboré, surfe sur les insatisfactions créées par la lourdeur et l'orientation libérale de la construction européenne. L'Union et le néolibéralisme expliquent, ne serait-ce qu'en partie, pourquoi la gauche radicale a survécu, malgré le désastre moral du socialisme réel, à la période la plus catastrophique de son histoire.

En somme, les enjeux et les sentiers de la compétition entre les nouveaux sociaux-démocrates et la nouvelle gauche radicale ne constituent pas une répétition des batailles d'antan mais un combat structuré sur des thèmes nouveaux. L'Europe actuelle compte davantage et divise davantage. La « question européenne » constitue désormais, dans cette période de « mutation des revendications »<sup>12</sup>, une des armes les plus lourdes du dispositif programmatique et électoral de la gauche radicale. Cependant, cette arme est à double tranchant.

## L'UE et la déstabilisation du projet radical

Une partie de la gauche n'a pas suffisamment « digéré » la chaîne de conséquences qu'entraîne l'édifice européen. Les deux maillons centraux de cette chaîne s'appellent « grande coalition » et « réforme ». Une politique, pour être adoptée, requiert, selon le secteur et selon l'institution, des majorités surdimensionnées ou l'unanimité, ce qui contraint les États membres ou les partis nationaux soit à *construire* de grandes coalitions, soit à *abandonner* leurs politiques. Ce caractère « conservateur » du fonctionnement de l'Europe<sup>13</sup> ne s'est pas établi par perversité libérale et ne changera pas facilement : il puise sa raison d'être dans la nature multinationale et multiétatique du régime, qui requiert des barrières pour éviter qu'un groupe de pays ou un groupe d'acteurs en domine un autre<sup>14</sup>. Partant de là, il serait naïf de considérer que dans un

avenir prévisible, si volontariste ou révolutionnaire soit-il, la cogestion des souverainetés puisse se faire très différemment. Tant que la réalité des nations reste énergique, l'Europe, en tant que structure multiétatique, sera une entité politique fondée sur la logique du compromis. Le terrain européen est, par définition, le terrain des alliances et de la réforme. Et, même, d'une réforme patiente, ardue, difficile à réaliser. Vu ce cadre, ni le réformisme traditionnel et, encore moins, les stratégies de rupture ne sauraient rester inchangés quand le système institutionnel et politique a changé si fondamentalement.

Historiquement, le radicalisme de gauche (dans le cadre de l'État-nation) était un projet politique de rupture anticapitaliste qui fondait sa raison stratégique sur sa *capacité* à contrôler (de façon insurrectionnelle ou démocratique) l'État national. Ainsi conçu, le mécanisme de concrétisation du projet radical historique, que ce soit dans sa version initiale insurrectionnelle ou dans la version ultérieure démocratique («la voie démocratique au socialisme»), était finalement, à la lumière rétrospective de l'expérience postnationale, peu complexe : (a) constitution d'un parti fort et centralisé (censé assumer le rôle du *centre nerveux coordinateur*)-(b) appui sur des organisations collatérales fortes (dont les syndicats)-(c) appui sur, et activation de, l'«intervention structurée» des masses populaires (ou, ultérieurement, notamment dans le cadre du projet eurocommuniste, appui sur une coalition majoritaire, liée, si possible, à des mouvements sociaux).

L'acteur révolutionnaire ainsi constitué n'était pas «un», malgré la survalorisation de la centralité du parti révolutionnaire par le léninisme (mais pas par ses «déviations»—le luxemburgisme, le trotskisme). Cet acteur, «pluriel» ou «un», peu importe, visait la matérialisation d'un objectif absolument central et, donc, constitutif de la raison stratégique révolutionnaire : contrôler le pays (par le contrôle de l'État) et définir ses politiques—ou les influencer, s'il était dans l'opposition.

Le terrain «transnational» européen est en revanche structuré très différemment. Une société civile européenne (un *démos*) n'existe pratiquement pas ; le pouvoir central, conçu comme centre de toute décision, non plus ; et constituer des partis et organisations de type transnational dotés de la vitalité et de la centralité d'antan (l'équivalent des partis et des syndicats nationaux du passé) est une tâche extraordinairement ardue—il suffit d'observer les faiblesses persistantes des europartis. En outre, l'apparition de mouvements de masse importants au niveau paneuropéen (ou, tout au moins, leur apparition *simultanée* dans les principaux pays européens), perspective à ne pas exclure par les temps qui courent, n'est pas facile. De plus, rien ne saurait garantir que ces mouvements, s'ils émergent, auront la même signification d'un pays à l'autre et dégageront un sens, ou le *même* sens, au niveau du système «Europe». Par conséquent, l'Europe crée un problème *systémique* (il n'existe pas de palais d'Hiver à occuper ou à encercler) et un problème interne à la gauche, un pro-



blème d'*acteur* (il n'existe ni de stratégie de coordination des gauches nationales qui soit facile, ni de base sociale *commune* prête à se mobiliser sur les mêmes objectifs stratégiques)—et ce, simultanément.

Aujourd'hui, au sein de l'UE, la conquête «violente» du pouvoir, à la suite d'une mobilisation insurrectionnelle, n'a pas de sens—parce qu'outre mille autres raisons, un tel type de pouvoir, avec un centre unique, puissant et centralisé, n'existe pas. De plus, dans un système de gouvernance multi-niveaux, une «bataille finale» décisive n'est plus possible<sup>15</sup>. En outre, la conquête du pouvoir par la voie parlementaire, soutenue, ou non, par des mobilisations de masse (la voie démocratique au socialisme), bute sur le même problème insoluble : le caractère multipolaire et centrifuge des pouvoirs publics européens et les divisions internes, selon des lignes de fracture nationales, des gauches en Europe (pour ne pas parler de l'absence de synchronisation des élections nationales).

Le cadre a changé. Et dramatiquement. Dans le nouvel environnement, ni la stratégie du «grand soir», ni celle de la «patience démocratique», ni celle de l'action directe antiétatique (mouvementiste dirait-on aujourd'hui) ne sont rationnelles. Certes, rien n'est impossible au génie humain. Mais tout cela est d'une inutile et extrême complexité. La structure des opportunités s'est singulièrement restreinte pour toutes ces options stratégiques. L'ossature du projet révolutionnaire en tant que projet *stratégique* est en panne.

### Gauche a-stratégique, gauche inoffensive

Les implications de cette vérité conventionnelle sont simplement *énormes*.

1) L'Union européenne sape et dévalorise structurellement, non pas conjoncturellement, les modes d'action du radicalisme historique. En réalité, conception révolutionnaire et Union européenne ne vont pas de pair. Il n'existe pas de stratégie révolutionnaire pour l'Europe. Et cela n'a pas de sens d'en formuler une. Si un courant de gauche donne la priorité à la «révolution», s'il considère que les conditions d'une grande rupture anticapitaliste, voire d'une sortie complète du capitalisme, existent ou existeront dans un avenir relativement proche, il n'a aucune raison de s'impliquer dans un jeu complexe avec 26 autres partenaires et dans un système extrêmement rigide de gouvernance à plusieurs niveaux (et muni de 27 valves de sécurité). C'est irrationnel. Symétriquement, pour tout courant politique qui fait le choix de travailler dans le cadre de l'UE, le pivot de la cohérence s'appelle «réforme». Le segment de la gauche radicale qui opte pour une stratégie européenne, à savoir la majorité des partis radicaux, opte—obligatoirement—pour une stratégie de réformes.

2) La construction européenne oblige à aborder de front la question difficile du *contenu* des réformes et celle des alliances *thématiques* avec d'autres courants politiques. Des réformes prises au sérieux, cohérentes et globales<sup>16</sup>,



c'est la condition de toute action en Europe. Une gauche encline à critiquer tout ce qui bouge sur la planète—pour reprendre la formule de J-L Mélenchon : «anti-tout et anti-tout le monde en se montrant incapable de s'entendre avec qui que ce soit dans quelques conditions que ce soit»—, c'est une gauche sans aiguillon, totalement *inoffensive*, car dénuée du sens de l'histoire. La question ainsi posée n'est pas idéologique («pour» ou «contre» l'Europe). C'est une question de cohérence stratégique élémentaire. Chaque grand choix comporte un faisceau de possibilités mais aussi des «contraintes de cohérence». Soit la gauche opte pour une stratégie européenne (et en tire les conséquences politiques), soit elle opte pour une stratégie anti-Union européenne (sortie de l'Union, restauration de la souveraineté nationale) et tire les conséquences qui en découlent. Les deux stratégies—toutes les deux—possèdent un noyau de cohérence très fort. Ce qui est incohérent (en réalité, a-stratégique), c'est d'opter pour la stratégie «européenne» (au sens de la recherche de solutions au niveau européen) et de continuer à utiliser des schémas discursifs inspirés du modèle insurrectionnel ; ou d'opter pour le «retour à la nation» et se poser comme le représentant de l'universalisme et du prolétariat mondial. Le coup de vieux des idéologies anticapitalistes ne vient pas que de la chute du mur de Berlin.

3) En résumé, le système européen, comparé aux systèmes politiques qu'a produits l'État-nation, complique d'une manière *inédite* les modes d'action historiques—révolutionnaires aussi bien que réformistes—de la gauche. D'où le besoin de la redéfinition et de l'adaptation du projet radical historique aux nouvelles réalités. D'ailleurs, en raison de contraintes européennes (et mondiales), en raison aussi de la crise de «l'idéal socialiste», l'ancienne distinction entre réformistes et révolutionnaires *a perdu beaucoup de la pertinence qu'elle possédait autrefois*. La distance réelle, et non pas rhétorique, entre l'attitude réformiste et l'attitude révolutionnaire est aujourd'hui beaucoup plus faible que par le passé.

### **L'Europe, facteur de division de la gauche radicale**

Confronté à un système largement libéral, institutionnellement lourd et, qui plus est, qui ne favorise pas le changement, tout acteur «radical» est placé face au dilemme suivant : ou bien déstabiliser l'Union européenne, ou bien déstabiliser sa propre identité radicale. Le point est crucial : comment être ou demeurer radical sans être—ou devenir—eurocritique ou frontalement antieuropéen ? Le nouveau terrain conforte les divisions et les conflits internes de l'espace radical, beaucoup plus que pour les autres familles partisans. L'image troublée des sensibilités divergentes et des divisions dans la gauche radicale européenne—les eurocritiques, les communistes orthodoxes antieuropéens, la gauche anticapitaliste européenne, les Hollandais avec leur politique

du « moins d'Europe », les Scandinaves, traditionnellement très eurosceptiques—en est la preuve.

Essentiellement, la gauche radicale européenne, considérée comme un tout, est tiraillée entre deux attitudes ou deux *raisons* stratégiques : travailler à l'intérieur de l'UE, en adoptant un projet réformiste de longue durée, avec des perspectives limitées d'imposer ses préférences à court et à moyen termes ; ou opter pour une politique antieuropéenne, en s'engageant dans un projet de rupture (sortie de l'euro, retour à la souveraineté nationale) au risque de se cantonner au rôle d'une minorité permanente, coupée des strates « modernes » de la société et sans prise sur les évolutions internationales. Ce dilemme n'a pas de solution évidente. Les deux attitudes ou options ont des arguments significatifs en leur faveur—et des faiblesses flagrantes. Les « eurocritiques » peinent à convaincre de leur capacité à promouvoir des réformes profondes (si bien que leurs concurrents contestent l'efficacité de leur stratégie, quand ils ne les identifient pas au « social-libéralisme »). Et les « antieuropéens » peinent à convaincre de la faisabilité de la rupture qu'ils promettent (qui varie de la « social-démocratie dans un seul pays » au « socialisme dans un seul pays »)—et leurs concurrents les identifient au « repli national » ou au « gauchisme ». Selon toute vraisemblance, les deux tendances, si on laisse de côté le vieux jeu de la stigmatisation, ont raison dans leurs critiques respectives. En réalité, la marge d'action, la structure des opportunités, s'est singulièrement restreinte pour les uns comme pour les autres.

Bien évidemment, les deux sensibilités trouvent dans la crise actuelle de l'Union une grande *opportunité stratégique* pour approfondir, enrichir et réactualiser leurs singularités identitaires. La passion qu'a suscitée au sein du Synaspismos grec la question de la sortie ou non de la Grèce de la zone euro et le débat français actuel sur la démondialisation illustrent ce point de vue. L'Europe, qui occupe désormais une place de choix dans l'agenda de la gauche, en rendant la résolution de l'« intrigue » radicale plus difficile que dans le passé, alimente le clivage entre eurocritiques et eurohostiles. Ce clivage affecte quelque chose de plus que les politiques et les stratégies partisans : il concerne les mentalités, le style politique, l'âme de la gauche.

### **Le PGE, facteur de *structuration* de la gauche radicale**

Si l'Europe alimente les clivages au sein de la gauche, elle contribue aussi à la restructuration de ces clivages. David Hanley a écrit que « l'européanisation est une « matrice » qui exerce de puissantes pressions, qui ne vont pas toujours dans le même sens »<sup>17</sup>. De ce point de vue, la constitution et la consolidation du Parti de la gauche européenne (PGE) constituent un cas représentatif d'exercice de « pression positive ». L'analyse détaillée de ce « cas » dépasse

largement le cadre limité de cet article. Cependant, deux aspects de son développement méritent de retenir notre attention : la contribution du PGE, d'une part, à une certaine «unification» et, d'autre part, à une certaine européanisation de la gauche «critique».

Dès sa naissance, le PGE a suivi une stratégie d'accueil en son sein des partis très variés appartenant à la mouvance radicale en Europe. Certes, comparé au PSE et au PPE, ce jeune parti est une structure à représentativité limitée (il ne représente pas l'ensemble de la mosaïque radicale). En dépit du fait que des partis nationaux importants ne participent pas au PGE (exemples : KKE, PCP, PS hollandais) ou se limitent au rôle d'«observateur» (AKEL), le PGE a su éviter à ce jour le risque d'une concurrence à gauche (à savoir la création d'un groupe de gauche antieuropéen au sein du PE ou d'un autre europarti de gauche). Il a su aussi drastiquement limiter l'influence de la Gauche anticapitaliste européenne, en lui coupant l'herbe sous le pied, grâce à sa position institutionnelle supérieure et sa stratégie d'ouverture.

De fait, le PGE s'est assez vite imposé comme un pôle de référence important pour la majorité des partis et les *leaders* nationaux appartenant à la galaxie «gauche radicale». Il a en quelque sorte acquis le statut de force centrale (*driving force*) au sein de cette mouvance, ce qui est un indéniable succès compte tenu de la grande fragmentation et de l'impossible cohésion de l'espace radical contemporain<sup>18</sup>.

En outre, face à des partis nationaux qui cultivent une ambiance de suspicion extrême envers le processus d'intégration et, de plus, formulent souvent des propositions de réformes très contradictoires ou irréalistes (qu'aucune structure multiethnique, ni celle d'aujourd'hui ni une autre de demain, supposée progressiste, ne puisse satisfaire), le PGE a graduellement apporté une claire *nuance de réalisme* dans les revendications de la gauche radicale. La distance parcourue entre le congrès du PGE à Athènes (en octobre 2005, après la victoire du «non» aux référendums français et néerlandais) et celui de Paris (en décembre 2010) est indicative de la maturation programmatique du parti. Au congrès de Paris, contrairement à celui d'Athènes, le souci d'aller au-delà de la critique a été manifeste, l'accent ayant été mis sur la formulation des idées de base pour une «politique alternative».

Le PGE est un acteur *faible* et fragile au niveau systémique, sa faiblesse émanant de la situation réelle de la gauche radicale (toute famille morcelée court le risque, dans l'espace transnational davantage que dans l'espace national, de marginalisation politique). Il est pourtant devenu un acteur *significatif* au sein de la gauche radicale. En s'affirmant comme représentant en même temps que vecteur d'une nouvelle *cause commune*, il est en train d'esquisser, par son travail de synthèse, les contours d'une *famille* politique eurocritique *in statu nascendi*. Certes, ces contours sont encore très incertains et le parti lui-même est loin d'avoir consolidé ses acquis.

Nous ne savons pas si cet effort sérieux de *structuration* de l'espace radical au niveau européen préfigure une nouvelle ère, plus cohésive, pour la gauche de la gauche ou s'il n'est qu'un *lifting* précaire. Ce que nous savons c'est que, pour le temps présent, et sans rien présager de l'avenir, les partis nationaux qui composent le PGE sont représentés, grâce au PGE, un peu plus grands, plus influents, plus proeuropéens et moins protestataires que ce qu'ils sont dans la réalité. De ce point de vue, le PGE est une véritable *success story* dans le processus d'europanisation de la gauche.

Avec le recul du temps, nous pouvons affirmer que les promoteurs de l'idée de création d'un parti de gauche au niveau européen ont appréhendé correctement la dynamique de l'europanisation. Leur choix, saisir une opportunité institutionnelle pour appuyer et bâtir une stratégie politique, a été pleinement confirmé par la dynamique ultérieure du PGE. L'arène européenne n'est pas ou pas seulement une source de contraintes pour la gauche; elle est aussi une structure offrant des opportunités politiques et des ressources pour l'action. L'europanisation assume un rôle *structurant* aussi bien pour le pire que pour le meilleur.

## Conclusions

1. L'Union européenne, par sa structure et la matrice de son fonctionnement (et non pas par une sorte de conspiration des élites ou du capital), soulève un énorme problème d'efficacité et de cohérence pratique pour toutes les options stratégiques qui ont dominé l'histoire de la gauche. Dans le nouvel environnement, ni la stratégie léniniste classique, ni celle de la voie démocratique, ni celle de l'action directe/mouvementiste ne paraissent efficaces. Les mécanismes de concrétisation et de mise en œuvre *effective* du projet radical révolutionnaire (mais aussi du projet réformiste classique) sont déstabilisés. En conséquence, l'ancienne distinction entre réformistes et révolutionnaires n'a pas la pertinence qu'elle possédait autrefois<sup>19</sup>.

2. Le centre de gravité de la politique européenne de la gauche radicale s'est progressivement déplacé vers une zone *intermédiaire*, entre la logique nettement euro-constructive de l'eurocommunisme des années 1970 et 1980 et la logique clairement eurohostile des partis traditionnellement anti-intégration. Si l'on en juge par son positionnement programmatique «textuel», la gauche radicale est, globalement, plus proeuropéenne que par le passé. Cependant, si l'on en juge par l'âme du discours, le ton musclé et l'accent alarmiste, elle est très «oppositionnelle» vis-à-vis de l'Union. Cette attitude eurocritique fait désormais partie de la raison d'être moderne de l'espace radical.

3. Si l'attitude critique à l'égard de l'Union est partie inhérente de l'identité de la gauche radicale, le sens de «partie inhérente» réside alors dans la tension, constamment renouvelée, entre la tendance eurocritique et la tendance

eurohostile. L'espace radical est pris entre deux alternatives révélatrices des contradictions difficiles à résoudre du projet anticapitaliste moderne. Dans les faits, cette gauche, historiquement « anti-européenne », paraît aujourd'hui *trop liée* à l'Europe pour formuler une stratégie « anti-Union européenne » (pour certains, une stratégie de démondialisation). Et, simultanément, elle est *trop méfiante* envers l'Europe pour formuler avec conviction une stratégie de réforme profonde du système communautaire.

4. L'évolution largement néolibérale de l'Union, renforcée par un dispositif institutionnel de type conservateur, justifie la forte méfiance de la gauche radicale vis-à-vis de l'intégration. Néanmoins, une posture *partagée* critique envers l'intégration européenne, notamment dans une période de profonde crise de l'UE, cesse de fonctionner comme un facteur de cohésion—comme on pourrait naïvement le supposer. Elle s'avère plutôt être une raison supplémentaire de fragmentation de l'espace à la gauche des partis sociaux-démocrates. La perspective de se tourner vers des stratégies nationales apparaît alors de plus en plus tentante. L'Euroscepticisme de gauche retrouve une nouvelle vie. Selon toute vraisemblance, cette tendance s'accroîtra plus fortement encore.

5. Concernant les partis eurocritiques (versus euro-hostiles), une stratégie efficace ne peut qu'être composite, combinant : (a) une politique bien travaillée (et technocratiquement !) pour les institutions centrales et les « grands dossiers » européens ; (b) une vision subtile des « ouvertures » et des alliances qu'offre l'espace transnational ; et (c) l'établissement d'un lien avec le mouvement social (une des faiblesses de la politique européenne des eurocommunistes et des sociaux-démocrates fut qu'ils ont terriblement sous-estimé l'action non institutionnelle en tant que force capable d'infléchir les rigidités institutionnelles de l'édifice communautaire). Face à la logique contraignante des institutions et la complexité de la machine européenne, les bons programmes ou les soirées chics des élites européennes ne suffisent pas.

Un dernier mot pour terminer cet article. La double crise actuelle, celle du capitalisme et de l'Europe, ouvre une fenêtre d'opportunité historique pour l'ensemble de la gauche, pour la gauche radicale en particulier. L'effondrement du scénario de l'autorégulation des marchés, qui s'est avéré catastrophique par deux fois (dans les années 1930 et dans la seconde moitié des années 2000), a balayé, dans leur noyau le plus intime, les idées néo-libérales et les illusions de la « Troisième Voie » social-démocrate. Il a balayé aussi les idées d'une partie de la gauche radicale qui se désintéressait presque complètement de l'État et de la nouvelle configuration (nationale et européenne) des pouvoirs. Cette partie de la gauche, qui se croyait branchée et anti-systémique, avait perdu de vue, en dépit de ses accents anti-néolibéraux, l'importance cruciale de la nouvelle constellation de pouvoirs.

L'efficacité de la réponse à la double crise actuelle sera le grand pivot de la recomposition identitaire de l'espace radical. Une gauche digne de ce nom ne

peut pas exister en tant que force moderne sans une politique élaborée vis-à-vis de l'État (au niveau national) et vis-à-vis des pouvoirs publics transnationaux (au niveau européen). Aujourd'hui, par la force des choses, la stratégie de renforcement des pouvoirs publics, européens et nationaux, représente la modernité—la modernité la plus moderne qui puisse exister en cette période tourmentée. Cette stratégie ne passe pas par le retour à la nation. Mais elle passe par une démondialisation sélective, notamment au niveau de la finance.

Les partis de la gauche radicale participent, même au travers de leurs divisions, à un processus de *recomposition longue* dont l'aboutissement demeure incertain. Ce processus est un processus de maturation et de consolidation, après la période la plus dure de leur histoire.

## Notes

- 1) Cet article constitue une version légèrement retravaillée d'une présentation orale faite dans le cadre de l'Université d'été 2011 du Parti communiste français. Les références bibliographiques sont «minimalistes». Une version ultérieure tiendra mieux compte des travaux qui ont influencé les lignes qui suivent.
- 2) Anthony Armove, «The Fall of Stalinism: Ten Years On», *International Socialist Review*, Issue 10, Winter 2000 in <http://www.isreview.org/issues/10/TheFallOfStalinism.shtml>
- 3) Slavoj Žižek, «Shoplifters of the World Unite», *London Review of Books*, 19 août 2011 (on line only).
- 4) Eustache Kouvélakis, «Crises du marxisme, transformation du capitalisme», in J. Bidet, E. Kouvélakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 50.
- 5) Irène Pereira, *Les grammaires de la contestation*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, Paris, 2010, p. 7.
- 6) Pereira, op. cit., p. 10.
- 7) Voir Philippe Raynaud, *L'extrême gauche plurielle*, Paris, CEVIPOF/Autrement, 2006.
- 8) Eric Hobsbawm, *Libération*, 23 mai 2009.
- 9) Voir Marc Lazar, *Maisons rouges*, Paris, Aubier, 1992.
- 10) Voir l'analyse excellente de Richard Dunphy, *Contesting Capitalism? Left parties and European Integration*, Manchester, Manchester University Press, 2004
- 11) Gerassimos Moschonas, «Historical Decline or Change of Scale? The Electoral Dynamics of European Social-democratic Parties, 1950-2009» in Cronin J., Ross G. and Shoch J. (eds.), *What's Left of the Left*, Durham, N. C.: Duke University Press, 2011.
- 12) Terme de Philippe Raynaud, op. cit., p. 28.
- 13) Gerassimos Moschonas, «Reformism in a «Conservative» System: The European Union and Social democratic Identity» in John Callaghan *et al.* (eds.), *In Search of Social Democracy: Responses to Crisis and Modernisation*, Manchester, Manchester University Press, 2009, p. 168-192.
- 14) Christopher Lord, «Les partis politiques au niveau européen: Quel type de concurrence imparfaite?» in Delwit P., Külahci E., and De Walle C. (ed.), *Les fédérations européennes de partis, Organisation et influence*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2001, p. 43.
- 15) Voir Sophie Heine, *Oser penser à gauche*, Bruxelles, Aden, 2010, p. 144.
- 16) Heine, op. cit., p. 148, 153.
- 17) David Hanley, «Christian Democracy and the Paradoxes of Europeanization», *Party Politics*, Vol.8, n° 4, 2002, p. 479.
- 18) Bien qu'il soit beaucoup trop tôt pour évaluer l'efficacité politique du réseau européen Transform! (lié au PGE), il est déjà clair que Transform!, grâce à sa position institutionnelle et son activité, est

effectivement devenu le centre de coordination des différentes fondations nationales. Cependant, c'est l'aspect le plus simple de la tâche. Le grand défi est de s'imposer comme un centre—et une nouvelle marque— dans la difficile sphère intellectuelle de gauche européenne. Ce sera la tâche la plus ardue pour l'avenir, et le moment de vérité, à moyen terme.

- 19) Il est caractéristique qu'aujourd'hui presque toutes les tendances de la gauche radicale, des plus modérées aux plus radicales, proposent des stratégies économiques largement inspirées du modèle keynésien. Voir Luke March, *Contemporary Far Left Parties in Europe, From Marxism to the Mainstream?* Friedrich Ebert Stiftung, November 2008, p. 9.



